

# «Je vis le remake d'un mauvais film»

**SWISSCOM ► Jean-Noël Rey a déjà vécu l'intrusion de Christoph Blocher et la valse-hésitation du Conseil fédéral quand il était membre de la direction générale des PTT. Interview.**

PROPOS RECUEILLIS PAR  
**CHRISTIANE IMSAND**

De 1990 à 1998, le socialiste valaisan Jean-Noël Rey a fait partie de la direction collégiale des PTT. S'il présidait plus particulièrement aux destinées de La Poste, il n'en a pas moins été associé très directement à l'évolution des télécoms. Fort de cette expérience, il juge irresponsables les décisions du Conseil fédéral concernant Swisscom.

**On oublie parfois que vous étiez directeur général d'une entreprise qui s'appelait encore les PTT. C'est seulement en 1998, à la fin de votre mandat, que La Poste et Swisscom ont commencé à voler de leurs propres ailes.**

Effectivement, mais c'est un divorce que nous avons longuement préparé. Avec mon collègue Felix Rosenberg, nous avons cherché une solution équilibrée qui garantirait le maintien du service public tout en assurant l'avenir de La Poste. Voilà pourquoi celle-ci a été dotée d'un fonds de restructuration alimenté par les télécoms. Par ailleurs, il a été décidé d'ancrer dans la loi la participation majoritaire de la Confédération au capital de Swisscom.

**A l'époque, le Conseil fédéral n'était pas opposé à des acquisitions à l'étranger...**

Oui, mais il faut reconnaître que par manque d'expérience, La Poste et les télécoms n'ont pas toujours été très heureuses dans leurs stratégies. L'une était de se développer dans les marchés frontaliers. Elle était prometteuse mais elle a été stoppée au lancement de Swisscom. L'autre consistait à prendre des participations dans des pays en développement comme l'Inde et la Malaisie. C'étaient des mar-

chés risqués et les participations suisses n'ont pas été vendues au bon moment. Christoph Blocher, qui était alors membre de la commission des finances du Conseil national, a fait pression pour leur liquidation. J'ai l'impression aujourd'hui d'assister au remake d'un mauvais film.

**Cela confirmerait cependant l'analyse de Pascal Couchepin selon qui pratiquement toutes les expériences faites à l'étranger ont été des échecs.**

C'est caricatural. Nous avons aussi une participation à télécom Tchèque qui présentait un grand potentiel mais le Conseil fédéral a voulu la liquider. C'est aussi la Confédération qui a obligé Swisscom de vendre Cablecom. Or c'était la possibilité d'avoir un réseau dans les mains d'une entreprise.

**Le Conseil fédéral dit qu'il est trop risqué pour la Confédération d'acquiescer des entreprises étrangères offrant un service public. Qu'en pensez-vous?**

C'est une formule qui lui permet de sauver la face. Chaque fois qu'une entreprise publique a des succès, il y a tout de suite des gens qui expliquent que ces entreprises courent tellement de risque qu'il faut les privatiser. Pendant des années, le Conseil fédéral s'est tenu à l'écart des affaires de Swisscom. Maintenant il intervient brutalement dans l'opérationnel. C'est irresponsable.

**Avec la vente de ses actions au profit du désendettement, la Confédération ne toucherait plus de dividende mais elle économiserait des montants similaires au chapitre de sa dette.** C'est l'argument populiste censé nous faire admettre la privatisation d'une entreprise

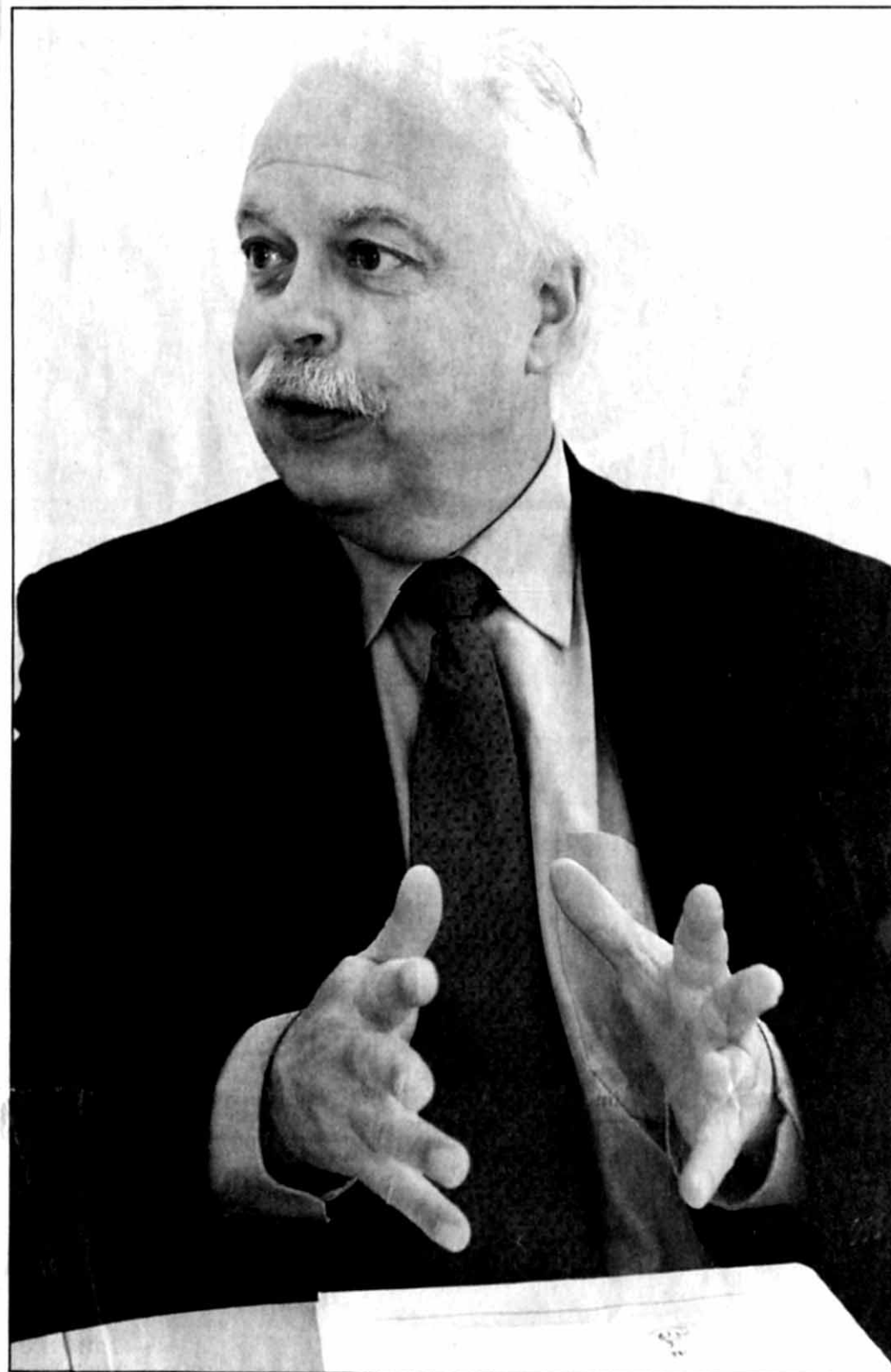
qui fait partie de notre patrimoine et qui joue un rôle clé pour le développement de notre pays. Je pense que ceux qui veulent privatiser totalement Swisscom sont les mêmes que ceux qui veulent démanteler l'Etat.

**Le service public ne serait-il pas assuré par la concession?**

Actuellement, le service public n'est assuré que sur la téléphonie classique. Il n'y a pas de service public pour les mobiles et pour le haut débit. Cela explique pourquoi la liaison ADSL a été si lente à se développer en Valais. On condamne les régions périphériques à une infrastructure de télécoms de seconde zone. Par ailleurs, même ce service public réduit à sa plus simple expression pourrait être menacé car il repose sur la loi, pas sur la Constitution. Je n'ai pas la moindre confiance dans les promesses qui sont faites.

**Toutes ces péripéties avec le Conseil fédéral semblent démontrer que celui-ci n'est pas un bon partenaire pour Swisscom.**

La question de fond n'est pas de savoir si la Confédération est un problème ou non pour une entreprise, c'est de savoir qui va racheter Swisscom si la Confédération sort du capital. C'est une proie intéressante pour les télécommunications allemandes ou françaises. Est-ce cela que nous voulons? Qu'y gagnerions-nous? J'estime que l'Etat a un rôle à jouer dans les entreprises clés pour le développement de notre pays. On s'est trop longtemps assis sur le monopole. Maintenant qu'il est tombé, c'est le moment de développer un pôle industriel autour des télécommunications, avec Swisscom et les écoles polytechniques.



M. Jean-Noël Rey, questionné au sujet de l'avenir de Swisscom. BITTEL